

Réflexions sur l'accompagnement de nos seniors en perte d'autonomie

OPINION

Au nom de l'efficacité, de la rentabilité et du besoin de contrôle, notre société s'est faite porteuse d'impératifs de la performance et de la perfection. Notre approche du vieillissement n'y échappe pas et au nom du savoir-faire, nous, les «rois de la prise en charge des personnes âgées», nous entretenons cette culture ambiante qui met en avant ces valeurs suprêmes.

Au nom du bien-être des résidents, patients, usagers ou encore clients, suivant la philosophie d'accompagnement portée par l'établissement médico-social, nous structurons notre travail de multiples procédures, processus d'analyse, réglementations et concepts philosophiques. Au nom d'une prise en charge efficace, nous dérivons parfois dans une institutionnalisation excessive des personnes et nous les isolons dans un environnement stigmatisant.

Au sein des établissements médicosociaux, certains défendent une approche généraliste, d'autres développent des politiques d'accompagnement qui définissent des concepts institutionnels «limitant» voire «questionnant». Au nom du professionnalisme, on nomme toute pathologie ou tout comportement sub-jectivement douteux. Rien ne doit être laissé au hasard. L'imprévisible n'a pas sa place, l'important est le contrôle et la maîtrise de tout. Il semble si confortable et rassurant de pouvoir identifier les causes du vieillissement, de classer les pathologies, de classer pour mieux organiser, de sectorialiser pour mieux gérer.

Chacun s'accorde à dire que c'est la structure qui doit s'adapter à la personne et non le contraire

Il y a quelques années, le conseil de la Fondation communale pour le logement de personnes âgées de la ville de Lancy a mené une réflexion pour savoir quel type d'établissement était souhaitable. Quelle organisation doit être définie, etc. La fondation a défini une nouvelle structure et rapidement, elle s'est décidée à aller de l'avant dans la diversité et dans l'innovation. Son projet nommé l'Adret, situé dans le nouveau quartier Pont-Rouge à Genève, a pour vocation de réunir des personnes de diverses générations ainsi que des partenaires proposant des services de proximité, tous conviés à contribuer activement à la dynamique de la structure. Cette structure innovante d'habitat intergénérationnel est capable d'offrir à la fois un cadre de vie agréable et convivial, des opportunités d'une vie sociale intense, mais aussi de s'adapter aux besoins des seniors en fonction de l'évolution de leur état de santé individuel. L'Adret veut ainsi favoriser un maintien à domicile le plus durable possible.

Depuis longtemps, la politique publique cantonale en faveur des personnes âgées en perte d'autonomie est définie en deux axes, à savoir: le maintien à domicile ou l'institutionnalisation au sein d'un établissement médico-social (EMS). La personne âgée en perte d'autonomie voit son chemin de vie jalonné. Elle est maintenue à son domicile aussi longtemps que possible pour ensuite être hospitalisée et finalement «institutionnalisée» dans un établissement de long séjour avec éventuellement, au préalable, des allers-retours entre

le domicile et le milieu hospitalier. Dans ses réflexions, la fondation a mis en avant l'importance de placer la personne âgée au centre d'un réseau et de développer les modalités d'organisation du travail des acteurs vers des prestations adaptées et évolutives à la personne en perte d'autonomie. Chacun s'accorde à dire que c'est la structure qui doit s'adapter à la personne et non le contraire.

C'est pourtant le contraire qui fait encore foi aujourd'hui. Selon l'évolution de sa perte d'autonomie, la personne âgée doit «se déménager», ce n'est donc pas la structure qui s'adapte, mais bien la personne qui doit se séparer de son lieu de vie pour devoir en intégrer un autre. Malgré la volonté du secteur des établissements médicosociaux de permettre à l'EMS d'évoluer vers un public et des activités plus diversifiées, le politique maintient l'établissement médico-social dans son unique rôle, d'étape ultime! Cette définition de l'accompagnement de la personne âgée en perte d'autonomie démontre la difficulté à s'inscrire dans une dynamique qui décloisonne les institutions et offre une continuité dans l'accompagnement de la personne. De plus, cette prise en charge, qui confine la personne dans un lieu ou dans un autre, sans donner la possibilité à la structure d'offrir des prestations élargies, ne favorise pas la mise en place de passerelles entre les structures. Bien au contraire, ces dernières se rigidifient et ne sont pas facilitatrices pour la personne et son entourage. ■

LAURENT BEAUSOLEIL
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'ASSOCIATION DES EMS
DE LANCY
WWW.ADRETLANCY.CH



SUR LES BLOGS

Des maires tunisiens à l'école de la démocratie directe

«Huit maires tunisiens sont venus à Genève découvrir le système fédéral suisse. Dans le but, non de le copier, mais de s'en inspirer pour asseoir le processus de décentralisation et relever les nombreux défis de la jeune démocratie», écrit sur son blog Isolda Agazzi, responsable du bureau romand d'Alliance Sud. A lire sur le site du «Temps» à l'adresse <https://blogs.letemps.ch>

Georges Pompidou, un bon vieux modèle pour Macron

HEXAGONE EXPRESS

«Il est peut-être plus difficile de parler de la France à Genève que partout ailleurs. Vous êtes si près de nous, si bien instruits de la culture et des réalités françaises que prétendre vous révéler quoi que ce soit paraît présomptueux. Et d'autre part, appartenant à un pays libre, fier et sage, qui, depuis près de deux siècles a su et pu se tenir à l'écart des guerres et des révolutions où la France tantôt a été précipitée, tantôt s'est jetée volontairement et comme à plaisir, vous devez regarder avec quelque condescendance apitoyée ce grand voisin aux mœurs étranges et perpétuellement insatisfait...»

Georges Pompidou prend la parole, ce 12 février 1969, au bord du lac Léman, à l'invitation de la communauté française. Il n'est plus premier ministre du général de Gaulle depuis son remplacement, à Matignon, le 10 juillet 1968, par Maurice Couve de Murville. Mais il sait qu'approche le crépuscule du «connétable», miné par les «événements» de mai. Son discours genevois l'installe comme prétendant à l'Elysée, où il accède à 58 ans, le 20 juin 1969, suite à l'élection présidentielle provoquée par la démission du général, consécutive au rejet, par référendum, de la réforme du Sénat.

Pompidou ou ce repère présidentiel dont Emmanuel Macron a tant besoin et dans lequel il puise pour étayer sa défense de «l'art d'être Français». Jeudi 20 juin, un colloque sur l'ancien président, décédé en 1974, a montré combien l'actuel chef de l'Etat scrute avec attention ce mandat écourté. Motif: la nostalgie de l'optimisme de ces années-là, lorsque la France reprit confiance après avoir failli «craquer». «Georges Pompidou sut placer la France sur la bonne orbite, à l'aube de la mon-

dialisation naissante», a rappelé Emmanuel Macron dans son discours. On pense au plaidoyer du début de son mandat sur la «nouvelle société», à la croissance économique de 5% l'an, au premier vol du Concorde le 2 mars 1969. «Il s'agit de concilier l'ordre, sans lequel rien de durable ni d'efficace ne se fait, et qui suppose dans l'Etat comme dans les collectivités locales, dans les entreprises, dans les universités une autorité admise et incontestée, avec la liberté de pensée, d'expression, d'entreprise qui donne à l'individu le goût de l'action et le sentiment que sa dignité est respectée», assénait Pompidou, toujours à Genève.

Place donc, un demi-siècle plus tard, à l'image d'Epinal du président modèle

Place donc, un demi-siècle plus tard, à l'image d'Epinal du président modèle: fils du Cantal, diplômé de l'Ecole normale supérieure (cette école dont Macron échoua par deux fois au concours d'entrée), défenseur de l'agriculture («une nature abandonnée par le paysan devient une nature funeste», écrira-t-il), Georges Pompidou fit, avec son physique de sénateur, le grand écart entre la tradition et la modernité, tirant évidemment parti de son long compagnonnage d'après-guerre avec le général de Gaulle.

Un autre Pompidou a de quoi inspirer Emmanuel Macron: le banquier mondain, ami des artistes. L'Auvergnat, auteur d'une anthologie de la poésie française, passa lui aussi par la Banque Rothschild. Son épouse Claude adorait l'art moderne et transforma l'austère Elysée en galerie de meubles design et de tableaux modernes. Le goût des gazettes pour le couple Pompidou a aussi des échos en Macronie, y compris lorsque le premier fut victime, début 1969, de l'odieuse déferlement de rumeurs sur la prétendue légèreté de madame lors de l'affaire Markovic. Pompidou le latiniste aimait les acteurs et les lumières des projecteurs. Au point de s'attirer les foudres du général qui l'exécuta un jour devant son fils: «A trop vouloir dîner en ville dans le Tout-Paris comme aiment le faire les Pompidou et à y fréquenter trop de monde et de demi-monde, il ne faut pas s'étonner d'y rencontrer tout et n'importe qui...» 1969 et le fantôme de Markovic, garde du corps d'Alain Delon retrouvé mort. 2019: l'ombre d'Alexandre Benalla...

Le bon vieux modèle Pompidou tient la route. Il n'est pas sans défauts, car c'est aussi sous son mandat que la technocratie triompha, enfin débarrassée du souci constant de De Gaulle pour la «participation» populaire. Mais Pompidou savait raser et tenir: «Ce que je puis affirmer ici, dussé-je surprendre, déclarait-il à Genève à propos de Mai 68, c'est que jamais, pas un instant, je n'ai douté de l'issue [...]. Il suffisait de tenir jusqu'au moment où l'opinion mesurerait les dangers de sa légèreté initiale.» Vous avez dit «gilets jaunes»? ■

RICHARD WERLY, PARIS
@lTwerly



La bataille perdue des terres rares

PIC ÉNERGIE Les Etats-Unis maîtrisent le monde par les muscles.

La Chine veut s'imposer par le sang. Celui qui coule dans les veines de la technologie et de l'économie: les terres rares. Ces 17 éléments cruciaux pour l'énergie solaire et éolienne, les batteries, les 7 milliards de smartphones, les équipements de télécommunications, l'automobile, la médecine jouent également un rôle décisif dans l'industrie militaire, de l'électronique jusqu'aux missiles ou pour renforcer l'acier des blindages.

L'importance des terres rares s'est révélée dès les années 1960. L'europlutonium a permis l'émergence des télévisions couleur. Le génie chinois a été d'identifier ce potentiel et de rendre le monde occidental dépendant. Les livres d'histoire prendront en exemple la construction, de toutes pièces, de l'un des plus puissants et impressionnants monopoles mondiaux.

Les terres rares ne sont pas aussi rares que peut le laisser penser leur nom. Le thulium ou le lutécium sont 200 fois plus abondants que l'or mais il est impossible de les trouver dans des concentrations qui permettent une extraction financièrement rentable. De plus, le processus génère des pollutions importantes. Le gouvernement malaisien vient ainsi d'exiger que l'australien Lynas Corp traite les 450000 tonnes d'eau radioactive de son gisement de Kuantan.

De son côté, pour maintenir sa compétitivité, la Chine ne s'embarrasse pas de détails environnementaux. En quelques décennies, elle a construit et subventionné son monopole en s'imposant sur toute la chaîne de valeur de l'extraction, du traitement et aujourd'hui jusqu'aux produits finaux. Alors que son territoire ne possède que 36% des réserves mondiales, ses achats stratégiques d'actifs en Afrique, en Australie et sur tout le continent américain font grimper ce chiffre à 80%.

En maintenant les prix artificiellement et suffisamment bas, Pékin détruit toute concurrence. La mine de Mountain Pass en Californie est un cas d'école. Dans les années 2010, Pékin a fait grimper les prix. Il n'en fallait pas plus pour convaincre les investisseurs américains de placer 1,4 milliard de dollars pour produire 4% des besoins mondiaux en terres rares. Dès son ouverture, les marchés ont magiquement chuté. En quelques mois, la faillite de la mine fut actée. En 2017, les repreneurs ont racheté le gisement pour 20,5 millions. L'audace est telle que l'un des nouveaux actionnaires est la holding chinoise Shenghe Resources. Conclusion: sans l'accord de Pékin, un investissement occidental dans une nouvelle mine relève d'un suicide financier.

Le bras de fer des tarifs douaniers, engagé par Donald Trump, a mis sous les projecteurs la stratégie chinoise même si ses dirigeants auraient voulu garder ce secret de polichinelle plus longtemps. Mais l'avance est telle que les jeux sont faits. Il aura suffi d'une visite du président Xi Jinping dans une obscure entreprise minière pour confirmer que le piège s'est refermé.

Il faut remonter à l'époque des colonisations pour observer l'accapement mondial d'une matière première à des fins stratégiques ou financières. Dans un monde hyperconnecté où l'information circule à la minute, il faut relever la prouesse chinoise. Pour sortir de cette tenaille, une coalition de pays pourraient se regrouper afin de subventionner l'extraction et garantir des prix et une production stables. Dans un vent de panique, l'administration Trump tente cette option. Elle suggère au Canada et à l'Australie de s'unir pour développer des mines et intéresser d'éventuels investisseurs.

Une autre voie propose de se focaliser sur les produits finaux et de permettre le recyclage et la réutilisation complète des minerais. Certaines entreprises font le pari de s'en passer totalement en trouvant de nouvelles matières plus «open source». Pour l'instant, ces horizons sont trop lointains et seule une collaboration avec Xi Jinping est sur la table.

L'Europe a déjà marchandé son leadership et ses emplois dans le domaine des énergies renouvelables. Aujourd'hui, l'industrie automobile, via les voitures électriques, s'exile en Chine. Malgré toutes les alarmes, la passivité fait payer cash ces erreurs stratégiques. Ironiquement, en Occident, les stratégies et visionnaires politiques semblent être encore plus rares que les terres. ■

LAURENT HORWATH

